L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 7 SEPTEMBRE 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 7 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Francis Fernandez, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Terrain double, face aux rues d'Orléans et St-Pierre; Jolie propriété avec deux terrains face à la rue des Ursulines, entre Roman et Prieur. Aussi, deux propriétés de valeur, coin Rascin et Bienville, et rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine.

Par S Grimault, à la Métairie, en face de l'entrée du Parc, à l'écurie de M. André Bordeaux—Belles vaches laitières, taureau, chevaux, mule, charrettes, calèches, etc.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan aux Nos 45 et 47 de la rue Vieille-Levée — 220 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par B. M. Montgomery, à la résidence No 17, rue Dauphine—Les meubles de ladite résidence, ainsi qu'une pendule française marchant pendant six mois.

Aussi—Vente régulière de meubles à l'salle de la rue du Camp.

Par Placide J. Spear, à la Bourse d'Encan St-Louis—Tombe au vieux Cimetière St-Louis.

ATTENTION!

Vente de Beaux Meubles.—MM. B. M et B. J. Montgomery, encanteur, vendront aujourd'hui, samedi, à 10 1/2 heures du matin, tout le mobilier de la maison No 17 de la rue Dauphine, entre Canal et Bienville. Nous signalerons entre autres objets de prix une paire de lustres en bronze massif et une pendule française qui ne se remonte que tous les six mois. Voir l'annonce.

ATTENTION:

Tombe dans le vieux cimetière St-Louis. —Vente à la Bourse d'Encan St-Louis, à midi, ce jour, pour compte de premier acquéreur, par Placide J. Spear, encanteur. Voyez l'annonce d'encan dans nos colonnes.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on en désire l'insertion dans l'Abeille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonne.

La lettre d'O'Conor.

Nous n'avons pu donner qu'une analyse tronquée de la lettre de M. O'Conor à la Convention de Louisville par suite des difficultés que présentait la copie télégraphique qui nous a été transmise. Les journaux de Louisville nous ont apporté le texte correct de ce document, qui mérite certainement de fixer l'attention. M. O'Conor est l'avocat le plus éminent du barreau de New York; il est un de ceux qui ont travaillé à chasser les brebis galeuses de l'administration municipale de cette métropole. Il jouit d'une haute considération auprès de tous les partis. Les opinions d'un juriste aussi éminent sur certaines questions d'économie politique qui sont d'un intérêt vital pour l'avenir des Etats-Unis, nous ont donc paru avoir un intérêt considérable, au moment où des compromis de toute nature font perdre de vue les principes qui doivent régir les rapports des gouvernants et des gouvernés. Nous reproduisons la partie de la lettre de M. O'Conor qui traite de la question des emprunts et de celle des taxes, et nous en recommandons la lecture à tous ceux qui désirent des réformes dans notre gouvernement d'Etat et dans nos administrations locales.

La vraie politique est celle de la régénération nationale. Elle est beaucoup plus large que le simple libre échange. Son but est de briser le empire du politicien de profession et d'émanciper les masses. Il faudrait réduire des quatre cinquièmes l'intervention du gouvernement dans les affaires de la société, telle qu'elle se pratique actuellement. Les dettes actuelles devraient être considérées comme sacrées et payées, désormais jusqu'au dernier cent; mais le pouvoir d'emprunter de l'argent sur le crédit public, sont par des émissions de papier soit autrement, devrait être entièrement annulé. Si le gouvernement fédéral n'aucun autre, jusqu'à la plus petite municipalité civile d'un Etat, ne de vrait posséder ce pouvoir. Il ne peut s'accorder avec la perpétuité d'institutions républicaines libres: c'est l'essence même du régime aristocratique, car il enchaîne le travail et en fait l'esclave du capital. Dans les temps modernes il fournit la limite indispensable à la guerre; sans lui la guerre, qui est de tous les crimes et de tous les malheurs nationaux le plus grand, serait impossible.

Ces pas avancés dans la civilisation que je suggère ici peuvent être encore impraticables dans l'Ancien Monde. Si cela est, le fait ne peut seulement que donner une mission—mission haute et sainte de la faire. Séparés par un vaste Océan de toute nation puissante, forts par le nombre et l'intelligence de nos populations, et par l'intérêt profond qu'elles portent au bien de leur pays, nous n'avons pas à craindre les attaques d'un ennemi extérieur. Je dirai plus: il est évident pour tout homme de sens que l'adoption de restrictions efficaces sur le pouvoir officiel est tout ce qui est nécessaire pour faire de ce grand continent l'asile de la vérité et du bonheur humain sur une échelle d'une grandeur sans égale. En admettant même que les guerres étrangères soient des maux nécessaires, le pouvoir d'emprunter de l'argent ne devrait pas, pour cela, être accordé. On doit admettre que ces guerres ne peuvent être soutenues sans de grandes dépenses, mais l'argent n'est pas plus nécessaire que les hommes. Comme c'est la génération qui soutient la guerre, qui doit fournir les soldats, pourquoi ne pourrait-elle pas fournir l'argent pour les nourrir, les habiller et les armer? Elle est contrainte de fournir tout le travail nécessité par son entretien et ses opérations belligérantes.

La postérité ne peut livrer nos batailles, et il n'est pas davantage nécessaire que la postérité en paie les frais. Nos jeunes hommes doivent combattre; il est également possible aux vieux de payer. Payez au fur à mesure est une maxime qui n'est pas moins sainte en économie politique dans les affaires particulières. Si elle est adoptée le péculat devra cesser de pervertir le gouvernement, et la guerre ne pourra plus fournir une sanction légale à la cruauté et à l'oppression. Et ci, comme on l'a prétendu, la guerre est la condition normale du genre humain, la postérité aura ses propres guerres à soutenir et il est, en conséquence, déraisonnable de surcharger la paternité de dettes pour le paiement des nôtres.

Profondément intéressés à supprimer ces idées, les gouvernants du peuple les traitent naturellement avec dédain. Cependant, il doit souffrir, pour le présent de les exposer simplement avec leur propre mérite et sans argumentation détaillée. Bien que le principe en soit déjà accepté, en substance, par quelques Etats de l'Ouest dans leurs constitutions récentes, il convient d'en ajourner la défense jusqu'à ce que les faits et les fictions de la campagne actuelle aient cessé d'occuper l'attention.

J'offrirai, néanmoins, quelques brèves suggestions.

Le pouvoir d'emprunter est d'autant plus pernicieux que le gouvernement a une forme libérale et que la nation est prospère. Il contribue même de la nature humaine s'oppose à ce qu'il puisse être efficacement réglementé — dans une monarchie il peut y avoir un certain contrôle, mais dans une république la tendance à abuser de ce pouvoir est tout à fait incorrigible. Le génie humain ne peut imaginer rien plus que la diligence humaine ne peut appliquer efficacement des entraves à l'exercice de ce pouvoir. Si on permet qu'il existe, il en sera fait abus infailliblement, et l'abus ira en progressant jusqu'à ce qu'il soit absolument intolérable. Le simple fardeau des impôts qu'il amène est le moindre des maux qu'il engendre. La fraude et la corruption deviennent des vertus sous son influence — on leur élèvera des statues qui seront présentées au peuple comme des objets de vénération, et on a proposé des honneurs semblables pour ceux qui les ont cultivées, et ces honneurs leur seront plus tard décrétés si le mal n'est pas extirpé complètement.

Le gouvernement, enfermé dans les limites de la nécessité absolue, peut être soutenu par une taxation modérée, cependant il importe que la nature et le montant des taxes soient toujours parfaitement visibles et palpables. Les méthodes insupportables et frauduleuses qui ont été imaginées pour tirer de l'argent des poches du peuple sans qu'il sait conscience de l'imposition qu'il subit, doivent être abolies. Les droits de la nature d'accise du revenu appartiennent à cette classe. Des mesures aussi furtives pour obtenir de l'argent ne devraient être connues que pour les poursuites contre les criminels. Il n'est pas vrai que conservatisme offre des difficultés pour soutenir le gouvernement. Ses dépenses publiques n'ont pas besoin d'être grandes; et la nécessité de lever tous les revenus par la taxation au moment de la dépense, ou ayant, peut être mise de côté par un emprunt de grande apparence publique. Quoique vrai qu'il soit, (un certain point de vue, que toutes les taxes doivent être finalement supportées par les classes laborieuses, elles n'en sont pas moins tout d'abord perçues de ceux qui qui des prétendent. Et, si, par l'usage uniforme, duquel chacun rebute pour lui dépense du gouvernement, devrait être immédiatement exigé du contribuable une somme proportionnelle serait investie du devoir de garder l'Etat contre l'extravagance officielle. L'hypothèque du gouvernement sur le travail, le plus facile et le plus désirable des placements, — économisé ! est à la place. Les capitalistes alarmés ne verraient que le paroxysme qui s'approcherait. Pour se défendre ils consulteraient alors un devoir public qu'ils ont jusqu'ici négligé. La corruption législative trouverait une opposition efficace. Sous cette investigation attentive aucun homme entaché ne pourrait supporter l'épreuve d'une élection. Une étude longue et patiente me convaincu que le dernier espoir de cette république dépend de la question de savoir s'il est possible d'établir cette surveillance populaire.

Un gouvernement paternel n'est pas nécessairement pernicieux dans une monarchie; mais dans une république la tendance à abuser de ce pouvoir est tout à fait incorrigible. Le génie humain ne peut imaginer rien plus que la diligence humaine ne peut appliquer efficacement des entraves à l'exercice de ce pouvoir. Si on permet qu'il existe, il en sera fait abus infailliblement, et l'abus ira en progressant jusqu'à ce qu'il soit absolument intolérable. Le simple fardeau des impôts qu'il amène est le moindre des maux qu'il engendre. La fraude et la corruption deviennent des vertus sous son influence — on leur élèvera des statues qui seront présentées au peuple comme des objets de vénération, et on a proposé des honneurs semblables pour ceux qui les ont cultivées, et ces honneurs leur seront plus tard décrétés si le mal n'est pas extirpé complètement.

Le Républicain se prononce définitivement contre la fusion et se sépare carrément de son précédent chef de file le gouverneur Warmoth. La raison que donne ce journal est mauvaise. Il prétend qu'il voulait la fusion pour réunir les gages sous le même drapeau, avec le programme de Cincinnati. Or, les démocrates comme les réformistes et les libéraux ont accepté ce programme qui est celui de la conciliation, maudissons le parti de Grant, en Louisiane, a maintenu l'antagonisme des races par son exclusivisme. Mais le *Républicain* laisse échapper le véritable motif de sa mauvaise humeur, c'est qu'on a dédaigné de rechercher son alliance.

Le Républicain s'occupe de la lettre d'O'Conor et d'une communication de M. P. Richardson au *Times* sur la propagande à faire parmi les nègres. Ce journal court des bordées de droite et de gauche comme un navire qui a perdu sa boussole.

Le National Republican parle de la Convention de Louisville en termes presque lonangeux. Ce sont des hommes, dit-il, qui préféraient une honorable défaite à une alliance corrompue et inique. Comme le mouvement de Louisville avait pour objet d'opérer une diversion en faveur de Grant, il est tout naturel que notre confrère l'envisage d'un œil favorable, mais le mouvement à eu le sort d'une bulle de savon qui crève et Grant en sera pour ses *frais*.

LOUISIANE.

Correspondance de l'*Abeille*.

Paroisse de Plaquemines, le 4 sept. 1872.

Depuis quelques jours nous jouissons d'un beau soleil doré, tempéré par une bonne brise de nord-est, qui rafraîchit et épure l'atmosphère si rend les nuits belles et fraîches. Chose vraiment étrange, c'est qu'une si délicieuse température, au lieu de calmer la vivacité, la fougue, l'emportement, échauffe la bile chez certaines gens au point que la plus petite querelle dégénère tout de suite en rixe sanglante. Dimanches dernier, à l'Anse aux Jumelles, au nord et un matelot se virent aux mains, et, après s'être mutuellement roués sans pitié, la victoire se donna au premier. Hier, dans un cabaret de la même localité, c'était un cant de Seigneur qui s'oubliait jusqu'à lever la main sur une de ses ouailles du sexe masculin, et même chercha-t-à la frapper avec un instrument cassé-tête; on l'imposait d'un grand coup de poing à démonter la cervelle, en un mot, d'un coup de poing qu'aurait envié Mace ou O'Baldwin, ces deux grands maîtres dans l'art de la boxe. Aujourd'hui, l'affaire va s'instruire devant le juge Sarpy, et causera sans doute un grand scandale dans le canton; inutile de vous dire que c'est une belle aubaine pour nos commères; aussi jasent-elles fort et à travers, et vont répétant à qui mieux mieux ces paroles de Jésus-Christ: " Gardez-vous de toucher à mes oints, ce sont personnes sacrées. "

On dit qu'il y a eu, dimanche dernier, une grande assemblée de radicaux à Oakville, petit village dans le haut du fleuve entièrement habité par des gens de couleur. Les orateur séotaient Pinchback, Mahoney et Butler.

Le premier district congressionnel, comme l'on sait, se compose de cette partie de la ville au-dessous de la rue du Canal, et des paroisses St-Bernard, Plaquemines, St-Tammany, Washington, Ste-Hélène, Livingston et Tangipahoa.

En 1870, la population de ce district était de 122,911 âmes, à savoir: population urbaine, 83,512; population rurale 39,730. Cette dernière se divisait ainsi: blanes, 21,966; de couleur, 18,734; comme les blancs sont plus nombreux de beaucoup dans la partie urbaine que les paroissiens de couleur, il est raisonnable de conclure que la candidature de M. Sypher sera repoussée et que celle du Col. Zacharie sortira triomphante des urnes du scrutin.

La récolte de sucre de cette paroisse s'est élevée à 9,000 boucaute en 1870, et à 9,500 boucaute en 1871; il est fort douteux qu'elle dépasse cette année 8,000 boucaute, quoique l'on en dise.

Non seulement les chenilles ont dévoré le coton dans la Caroline du Sud, mais encore elles ont détruit le maïs, les fèves et le riz. Vu les ravages de ces insectes, cette dernière récolte ne sera pas si grande qu'on pouvait le croire il y a un mois: du moins n'est ce que disent les fermiers de cet Etat. Cela étant le cas, nos riziers doivent croire que leur denrée sera en bonne demande; car ils ont en fort peu à vendre à reclamer la concurrence de la Caroline sur les marchés de l'Ouest et de la Nouvelle-Orléans.

L'année dernière, les riziers de l'Etat ont fourni 28,982 barils à la consommation; elles lui promettent cette année au moins 30,000 barils.

Voici les totaux des récoltes de riz et de leur valeur pour les douze dernières années:

Années.	Barils.	Valeur
1860	7,300	$ 54,020
1861	6,081	100,536
1862	6,638	173,750
1863	4,972	206,194
1864	6,638	266,666
1865	11,043	374,000
1866	20,654	409,200
1867	17,000	388,000
1868	41,217	1,236,510
1869	37,564	938,240
1870	37,598	691,265
1871	28,972	697,595

Aujourd'hui on cherche la riz à la vaporisation, je veux dire M. Lemée et la Louisiane doit calculer français, car il gouverne en maître, comme cela se pratique en France, probablement plus, dit-on, que celui qui l'occupe les grandes en la terre.

Plusieurs de ces gens jammeurs et se gorgent de la fortune publique, et ne [illegible] [illegible] [illegible]